

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
période fermée : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 20 F (200 FB)

12^e ANNEE - N° 185
LE NUMERO : 1 FF
10 FB ; 1 FS
2 au 15 déc. 1974

Pour une politique de classe dans les luttes ouvrières

La vague de grèves actuelle est un nouvel exemple de la volonté et de la détermination dont sont capables les travailleurs pour résister au capital, comme de la nécessité pour l'Etat, face à la lutte ouvrière, de se montrer tel qu'il est, mais également du fantastique gaspillage d'énergies dont est capable l'opportunisme. Elle témoigne dialectiquement de l'immensité des tâches des révolutionnaires afin de permettre au prolétariat de se défendre efficacement, condition indispensable pour des luttes plus amples, pour la lutte révolutionnaire.

Dans la situation de crise économique où s'enfoncent le capitalisme, toute lutte sociale d'envergure porte inévitablement des coups à la capacité concurrentielle de la bourgeoisie sur le marché mondial, où se décident réellement les choses économiques. Dans ces conditions, éviter tout accroissement à la paix sociale est pour la bourgeoisie un objectif primordial. Mais de plus, à l'idée de désordres sociaux en perspective elle doit montrer sa fermeté dans le but d'intimider la classe ouvrière et de paralyser ses réactions. C'est pourquoi face à la vague de grèves, qui s'amplifiait à la veille du 19 novembre dans la fonction publique, la bourgeoisie a voulu faire une démonstration de force. Il s'agissait, selon *Le Figaro* du 19-11, dans ce qui n'était « encore qu'une mini-crise, de vacciner le pays, en quelque sorte pour l'aguerir, le préparer pour les prochains mois à des difficultés beaucoup plus sérieuses ».

Dans cette tâche, la bourgeoisie a été puissamment aidée par les directions opportunistes des syndicats. Ne parlons pas de celles qui, comme la FEN et FO ont dénoncé les grèves, par respect pour les « engagements contractuels pris ». Au lieu d'unifier les énergies prolétariennes en une seule lutte autour d'une plateforme claire, défendue avec fermeté par les armes de la lutte de classe, les directions opportunistes ont condamné par exemple le magnifique mouvement qui se dessinait dans la SNCF à une action qu'ils ont canalisée dans des grèves tournantes et à interruptions. Et que penser de l'organisation des grèves quand, de façon générale, on a soigneusement évité que les assemblées ouvrières puissent être transformées en organes de combat, et quand dans une grève de six semaines comme celle des postes, on a tout fait pour que les noyaux combattifs restent isolés les uns des autres ?

Au moment où la bourgeoisie lançait sa police contre les piquets de grève, la CGT et la CFDT n'ont dénoncé « cette tentative d'intimidation et de provocation » que pour déclarer en même temps : « il n'est pas question que nous nous opposions aux forces de l'ordre » (*L'Humanité* du 16), et pour appeler toute la population à défendre pour la énième fois la constitution, comme si celle-ci ne prévoyait pas en même temps que le droit de grève, la liberté du travail, fermement revendiquée par Chirac, comme si en fin de compte celui qui a la force n'avait pas le droit. Mieux, ne sont-elles pas allées jusqu'à condamner à l'avance toute tentative de riposte prolétarienne contre l'organisation de tris parallèles dans les chambres de commerce et certaines casernes, sous prétexte de protester contre les « sabotages » ou « incendies criminels » ?

Et qu'ont-elles fait au lieu d'organiser la riposte à l'utilisation de l'armée pour briser les grèves sinon de se plaindre que « l'armée n'est pas capable de faire le travail à la place des travailleurs » et, encore une fois, d'appeler la population à exiger « l'indépendance de l'armée » ? Et que pouvaient-elles faire d'autre, alors qu'elles refusent de tisser des liens entre les organisations ouvrières et les travailleurs sous l'uniforme, sous prétexte que l'armée bourgeoise est « l'armée du peuple » ?

Quand le gouvernement a signifié le 18, sur un ton d'autant plus assuré qu'il sait la couardise des larbins opportunistes, qu'il n'était pas question de céder « sous la pression de la rue » ni d'accorder plus qu'il n'était déjà prévu, sous peine de gêner « l'économie nationale », l'opportunisme a fait une belle démonstration de servilité : « il ne s'agit pas de faire céder, mais de négocier » s'écrit Séguéy (cf. *L'Humanité* du 19-11) qui s'expli-

Les communistes et l'avortement

Alors que des violations individuelles, dont le nombre s'élevait depuis des décennies à plusieurs centaines de milliers par an, n'avaient pu entamer la législation, l'action collective développée ces derniers temps contre l'interdiction de l'avortement a obligé à reculer et à réviser une loi inopérante.

Si nous enregistrons avec satisfaction l'aveu que la Loi n'est pas la codification rationnelle des rapports sociaux, mais l'expression d'un rapport de forces, nous contestons catégoriquement sa prétention à exprimer démocratiquement « l'opinion publique ». Instruments de contrainte et de coercition au service d'une classe et de son ordre social, l'Etat et sa loi imposent à la société et surtout aux classes exploitées et opprimées les règles de fonctionnement de cet ordre social. Il n'est que de voir le caractère dérisoire de la « libéralisation » proposée pour comprendre qu'elle se propose de remplacer une interdiction directe devenue inapplicable par une interdiction indirecte, entravant la liberté de principe par tout un arsenal d'empêchements pratiques, de pressions dissuasives et d'obstacles matériels qui, tout comme la loi actuelle, joueront exclusivement contre les femmes des classes pauvres, contre les prolétaires.

Le fait que l'Etat bourgeois et sa législation servent et défendent la société capitaliste n'est pas toujours évident, car cette société n'a pas été fabriquée de façon logique et cohérente, mais s'est développée

à partir de formes sociales antérieures. Même si elle les a révolutionnées, elle a repris certains de leurs aspects, surtout dans le domaine des superstructures ; elle a hérité de certaines habitudes, de certains cadres, de certains principes qu'elle utilise au mieux pour sa propre conservation. Cela ne va pas sans contradictions, dans la mesure où le développement même du capitalisme tend à éliminer certaines formes surannées.

Par exemple, la bourgeoisie a hérité du féodalisme chrétien le mariage indissoluble, et elle utilise la famille fondée sur ce mariage comme cellule de base et unité de reproduction. Mais la dynamique sociale tend inéluctablement à faire éclater la famille ; la bourgeoisie emploie alors l'ancienne législation pour freiner l'action dissolvante de sa propre économie, pour ralentir la désagrégation sociale et les troubles qu'elle entraîne : elle interdit la séparation des conjoints. A la longue, cependant, la pression économique-sociale ne peut être contenue par la Loi et la bourgeoisie est peu à peu contrainte de lever les vieux interdits, et autoriser le divorce.

DANS CE NUMERO :

- Contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, front uni du prolétariat !
- L'Argentine à l'heure du péronisme.
- Puissante vague de grèves en Espagne.

que : « quand un conflit d'une telle ampleur se produit, il faut savoir faire des concessions si on veut en sortir. Nous y sommes prêts ». L'opportunisme peut bien proclamer son opposition

(suite page 4)

LA GRÈVE DES POSTIERS

La leçon tirée par « Rouge »

Le sens de l'intervention du Parti dans les luttes immédiates est de combattre à la fois pour la défense la plus efficace des conditions de vie et de lutte des ouvriers, et pour faire de ces luttes un point d'appui pour son combat politique, en même temps qu'une « école de guerre » qui entraîne les ouvriers au sens de leur solidarité et de leur unité de classe. Les deux aspects

sont inséparables : la défense la plus efficace au niveau immédiat est aussi la meilleure préparation de l'offensive révolutionnaire, et réciproquement seule une vision claire de la révolution et de ses exigences permet de répondre de façon conséquente aux besoins de la défense prolétarienne immédiate.

C'est bien également en fonction de cette double exigence qu'il convient de juger — non dans un esprit de chapelle, mais en ayant conscience des obstacles réels auxquels le prolétariat se heurte pour reconstituer sa force de classe et de la nécessité de les abattre — l'attitude des groupes qui rassemblent des énergies tendant, fût-ce de façon confuse et incomplète, à réagir à l'offensive bourgeoise et au travail destructeur de l'opportunisme.

C'est ainsi que les leçons tirées par *Rouge* à propos des dernières grèves, en particulier de celle des postiers, sont une illustration frappante du fait qu'une vision théorique et politique erronée, même quand elle s'accompagne — comme c'est le cas ici — de la revendication de certaines exigences minimum correctes et de certains moyens de lutte indispensables, constitue une entrave qui interdit de donner aux prolétaires, non seulement sur le plan politique mais même sur le plan des

luttes revendicatives, de véritables armes de lutte face aux manœuvres conjuguées de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

On peut reconnaître au FCR le mérite d'avoir affirmé la nécessité, devant l'intransigeance gouvernementale, de se placer sur le terrain de la force en s'efforçant d'étendre la grève, du moins au secteur public et nationalisé, autour d'une plateforme claire et commune de revendications, et de la renforcer au moyen du durcissement des piquets de grève, d'initiatives de riposte aux « circuits parallèles » et en direction des soldats utilisés pour briser la grève, de l'occupation des locaux pour s'opposer au travail des jaunes, de même qu'il a, au moins de façon embryonnaire, reconnu le besoin de contrer les « manœuvres » des directions syndicales (passons pour l'instant sur le fait que *Rouge* parle simplement des « manœuvres de la fédé FO ») notamment par l'élection de comités de grève (n° 274).

Mais pour combattre efficacement l'opportunisme qui noie les revendications des travailleurs en assignant pour but à leurs luttes la « défense du service public » et de la « qualité du travail » et pour moyen d'« action » la « solidarité avec les usagers », il est vital d'affirmer clairement que la défense des travailleurs et la défense de l'entreprise sont incompatibles, car le renforcement de la solidarité de classe exige la lutte radicale contre le mythe de la conciliation des intérêts de classes inconciliables. Même s'il a réagi en rappelant les revendications centrales de la grève, non seulement *Rouge* a été incapable de dénoncer dans les mots d'ordre de l'opportunisme l'expression de sa politique de soutien à l'« économie nationale », et de collaboration de classe, mais il a cru pouvoir les concilier avec les mots d'ordre de classe dans des formules bâtarde du genre « popularisation de la lutte [...] vis-à-vis des usagers [...] » et surtout des au-

(suite page 2)

RÉUNIONS PUBLIQUES

POUR UNE POLITIQUE DE CLASSE DANS LES LUTTES OUVRIÈRES

- A PARIS, jeudi 12 décembre, 20 h 30 Salle Lancry, 10, rue de Lancry - Paris 10^e (métro République).
- A LILLE, samedi 21 décembre, 20 h 30, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes).

Attention : la réunion à PARIS est bien le JEUDI 12

Contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, front uni du prolétariat !

Avec la fin de la deuxième guerre mondiale, une nouvelle période historique, une période « radiieuse », s'ouvrait pour les populations qui avaient été entraînées dans la guerre : la chute des régimes totalitaires grâce à l'appui direct de l'Etat russe, l'avancée du « camp socialiste », la consolidation de la « démocratie » étaient présentées comme la base d'une nouvelle manière de résoudre les oppositions de classes dans les pays capitalistes.

Alors que la guerre froide qui s'était ouverte aussitôt provoquait une première déception en reproposant le problème de... démocratiser les démocraties qu'on avait soutenues jusqu'alors, l'ouverture, dans le bloc occidental unissant vainqueurs et vaincus, d'une longue période de « prospérité » qui n'était rien d'autre qu'un nouveau cycle d'accumulation capitaliste accompagné de son cortège de contradictions, redonnait de l'ampleur à l'illusion selon laquelle il suffisait d'accroître ce développement pour qu'il soit effectivement à la portée de tous, indépendamment du problème fondamental du changement révolutionnaire du mécanisme qui l'entraîne.

Cette politique capitulaire de l'opportunisme, qui n'a pas cessé de dominer les masses, n'était pas seulement la condition d'une atténuation des luttes de classe, mais elle signifiait aussi collaboration de classe pour la période qui suivrait la fin de ce développement et au cours de laquelle se reposerait de façon plus évidente la solution révolutionnaire. C'était une garantie contre-révolutionnaire que la bourgeoisie stipulait avec le mouvement ouvrier, représenté par les opportunistes. Le fait que les défenseurs les plus acharnés du système, plus ou moins revu et corrigé, devant la classe ouvrière, soient précisément les partis et les syndicats qui se réclament d'elle, en est la preuve.

La crise s'est manifestée notamment sous la forme de la perte du pouvoir d'achat de l'argent : l'inflation. A côté des bourgeois qui désormais admettent ouvertement qu'il s'agit là du prix à payer pour le développement de la production (et en fait les plus cohérents proposent comme remède l'abolition du développement lui-même, c'est-à-dire la fameuse « croissance zéro »), les opportunistes sont les héritiers les plus sincères de l'idée bourgeoise du développement à tout prix, et leurs propositions consistent à trouver aux investissements des débouchés qui puissent les maintenir au moins au niveau déjà atteint.

Une telle politique, qui s'exprime par des propositions d'investissements dans les secteurs à « réformer », enseignement, chemins de fer, transports publics, etc., selon une recette qui a déjà fait ses preuves dans des régimes honnis, ne peut que pro-

voquer une augmentation de l'inflation ; elle ne peut d'autre part se traduire que par une action ouverte de freinage et de limitation des besoins des plus exploités, de leurs revendications les plus vitales, par le sacrifice des secteurs de la société qui sont déjà les plus frappés — chômeurs et demi-chômeurs — dans l'attente confiante que le mécanisme se remette d'aplomb grâce à une augmentation de la productivité et donc à une utilisation moindre de la force de travail par rapport au capital investi ; ce qui ne fait que reproduire le problème sur une plus large échelle.

L'autre aspect de la crise, qui frappe particulièrement les pays dont la balance des paiements est largement déficitaire, c'est la baisse de compétitivité sur les marchés étrangers, qui contribue à rendre inattaquable la « solution » bourgeoise : augmentation de la production sur une base plus compétitive pour ne pas perdre et même pour essayer de gagner du terrain par rapport aux autres pays, et, parallèlement, diminution de la consommation intérieure.

La réduction de la consommation devient le cheval de bataille de tout l'éventail politique officiel, du gouvernement aux oppositions de droite ou de gauche. Le partage se fait uniquement en fonction des modalités et de l'appréciation des contrecoûts éventuels qu'impliquent ces « sacrifices pour tous ». Ce n'est pas par hasard que ce mot d'ordre des « sacrifices pour tous » qui autorise les interprétations les plus différentes, démagogiques, hypocrites ou platement anti-ouvrières, n'a en réalité pour tout le monde qu'un seul sens : la sauvegarde des intérêts particuliers, y compris ceux de l'aristocratie ouvrière, et l'augmentation inévitable des charges déjà supportées par les masses les plus exploitées.

Dans une situation comme celle-ci, qui met en jeu le niveau de vie du prolétariat et l'emploi, si la consigne des « sacrifices pour tous » passait, autrement dit si, pour la n-ième fois, la « défense de l'économie nationale » l'emportait au détriment de la composante qui fait et a toujours fait les frais de cette économie — la classe des salariés — le résultat serait encore une fois son assujettissement total, économique et politique, un assujettissement qui se répercuterait également de façon décisive sur les possibilités de reprise de classe organisée, fût-ce à une échéance plus ou moins éloignée.

C'est pour cette raison fondamentale que le devoir élémentaire de tous les révolutionnaires — au sens le plus large du terme, c'est-à-dire de tous ceux qui partagent au moins le point essentiel de l'opposition de front à l'opportunisme politique et syndical — est de constituer en partant de la base, c'est-à-dire des luttes partielles même les plus

isolées et déclenchées pour les motifs les plus insignifiants, un front d'opposition, à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats, face à la politique de freinage des exigences immédiates et vitales des salariés. L'objectif principal de ce mouvement de classe doit être avant tout de faire parvenir le prolétariat à la conscience que c'est uniquement par la lutte que l'on peut obtenir quelque chose et que l'absence de lutte est non seulement débilite pour le développement de la conscience de classe, mais qu'elle est le moyen grâce auquel l'opportunisme réussit à faire passer sa politique de freinage des revendications économiques fondamentales. Ce n'est que dans les luttes que, nécessairement, l'opportunisme se démasque et montre ce qu'il est.

Un tel front de classe reste évidemment aujourd'hui un objectif général à atteindre. Il serait irréaliste de le voir proche ; il serait faux d'en déduire un système de recettes passe-partout. Mais il est certain que cet objectif ne pourra être atteint que si dès aujourd'hui, là où c'est possible, des pas sont faits dans cette direction, dans une action fermement encadrée par nos principes, dans le respect absolu du centralisme et de l'indépendance programmatique et organisationnelle, et sur la base d'une étude sérieuse des situations et des rapports de force réels. C'est en effet dans ce travail que notre parti pourra se renforcer, se tremper, se rendre capable de traduire ses objectifs et ses prin-

cipes en directives d'action toujours plus précises, dont il pourra en même temps fixer les limites de façon sûre.

La situation de crise que nous avons évoquée n'est pas passagère, et nous sommes convaincus qu'il est — de manière encore très limitée et épisodique aujourd'hui — et surtout qu'il sera possible de regrouper des noyaux d'ouvriers combattifs autour de revendications de base comme celles que nous soutenons, et qui tendent à une augmentation de salaire, surtout pour les ouvriers les plus mal payés, et dans la perspective d'un élargissement aux travailleurs de catégories entières et au-delà ; celles qui tendent à une diminution du temps de travail, ce qui est également le seul moyen de réduire le chômage (nous revendiquons la semaine de 35 heures), et d'autres plus particulières comme le remplacement des allocations chômage par le paiement systématique du salaire intégral aux chômeurs.

Nous serions d'incurables formalistes si, devant le problème de la défense des conditions de vie et de lutte des prolétaires, nous posions des conditions politiques préalables. Nous pensons au contraire qu'il est indispensable que l'accord sur une plateforme économique, de même que sur le problème de la défense physique face à la violence (légitime et illégitime) de la bourgeoisie soit le plus large possible, la seule condition étant qu'il se fasse sur la base d'une réelle vo-

lonté de lutte sur les objectifs fixés.

Tout cela ne doit pas nous empêcher de poursuivre simultanément notre critique générale non seulement des solutions réformistes à la crise, mais aussi des solutions faussement révolutionnaires. Nous croyons au contraire que seule cette lutte, qui pourrait mener à long terme à la naissance d'un mouvement de base élargi à tous les travailleurs combattifs et opposé à la politique de collaboration ou de capitulation des directions syndicales officielles, permettra de vérifier l'exactitude et la vigueur des analyses et des perspectives des différents mouvements politiques.

Nous n'exigeons de personne qu'il se déclare pour la dictature du prolétariat ou pour la nécessité de la construction du parti révolutionnaire, ni même qu'il partage les points fondamentaux de notre programme et de notre perspective politique. Nous demandons seulement l'unité contre la collaboration de classe qui se traduit par la subordination de toute revendication ouvrière à la réalisation de mesures visant à sauvegarder un système basé sur l'exploitation salariale. Nous demandons qu'au front qui unit dans ce travail de sauvegarde l'Etat, les bourgeois et les opportunistes, s'oppose le front de classe prolétarien, à l'intérieur duquel pourra se renforcer le travail politique pour l'émancipation de la classe ouvrière de l'oppression capitaliste.

Les communistes et l'avortement

(suite de la page 1)

C'est également sous la pression économique et sociale que des pays capitalistes ont vu décroître leur taux de natalité. Par des lois réprimant la contraception et l'avortement, la bourgeoisie de ces pays a voulu obliger les prolétaires à faire des enfants, en tablant sur le besoin sexuel naturel et en interdisant ce qui aurait pu éviter ou interrompre la grossesse. Or cette tentative a échoué : non seulement elle n'a pas empêché la baisse des naissances (malgré les rigueurs de la loi, on compte en France autant d'avortements que de naissances !), mais elle a fait peser sur les classes pauvres un carcan si lourd que des réactions de plus en plus violentes se font jour ; de sorte que, ô ironie ! la Loi devient cause de « désordre ». Malgré la morale chrétienne sur laquelle elle s'appuyait, et malgré ses craintes de perdre le contrôle... du contrôle des naissances, la bourgeoisie essaie donc de l'aménager — ce qui donne lieu à ces débats où l'hypocrisie et la stupidité bourgeoises affrontent un « réalisme » tout aussi bourgeois.

Naturellement, nous, communistes, avons toujours réclamé et réclameons l'abrogation de toute législation contraignante ou répressive en matière de famille ou de reproduction, et soutenons les luttes menées pour abolir les interdits encore en vigueur dans ce domaine. Mais cela ne signifie nullement que nous acceptons les principes de ceux qui dirigent ces luttes.

Nous n'acceptons nullement la perspective de la bourgeoisie, qui prétend qu'en éliminant ces formes ou ces lois dépassées, la société pourra trouver, dans la liberté, un équilibre harmonieux. En particulier, nous affirmons qu'aucun « équilibre démographique » ne saurait s'établir dans le cadre de l'économie capitaliste, qui produit une armée industrielle de réserve, c'est-à-dire des chômeurs, quelle que soit la natalité, et dont le marché

du travail subit des fluctuations telles, que la reproduction des producteurs (qui demande 15 à 20 ans) est toujours anarchique. Pas plus que la Loi de l'Etat, la loi de l'offre et de la demande jouant librement ne pourrait équilibrer la population et les « besoins du pays ». Mais nous nous moquons bien de ces besoins-là, contrairement aux bourgeois et à leurs laquais, qui, farouchement opposés à l'autorisation de l'avortement comme le PCF en 1945, ne s'y rallient aujourd'hui qu'à la remorque de l'Etat bourgeois et pour les mêmes raisons que lui.

Nous n'acceptons nullement l'idée que la suppression de la contrainte légale conduira au paradis de la liberté, où chaque femme (sans parler des hommes) déciderait « librement » quand, où et pourquoi elle mettra au monde un enfant. Au contraire, c'est seulement alors que la contrainte économique et sociale de la société capitaliste pourra jouer librement pour empêcher ou inciter la femme à enfanter, pour la pousser à faire des gosses, ou lui interdire ce « luxe ». Mais nous voulons justement que la femme reconnaisse que la cause réelle de son oppression est le capitalisme !

Nous n'acceptons nullement l'idée que la reproduction de l'espèce soit « l'affaire des femmes », ni l'affaire de « chaque femme ». Nous affirmons que la reproduction de l'espèce concerne l'humanité tout entière, mais que seule une société sans classes, sans antagonismes ni contradictions internes, pourra la régulariser consciemment et l'adapter au niveau de ses possibilités croissantes. Cela implique d'ailleurs la dissolution de l'économie familiale et sa fusion, y compris les soins aux enfants et leur éducation, dans l'ensemble de l'activité sociale. C'est seulement dans une telle société que la planification de la reproduction, partie intégrante et essentielle de l'activité productive de l'humanité, pourra se réaliser sans contrainte et sans en appeler à la liberté de chaque femme.

Bref, nous contestons l'idéologie démocratique et individualiste au nom de laquelle certains réclament le droit à l'avortement, et nous nions que, même obtenu intégralement, ce droit puisse lever les contradictions dans lesquelles le capitalisme enferme la procréation. Néanmoins nous nous battons pour ce droit et, là où il n'aura pas encore été obtenu, la dictature du prolétariat l'accordera immédiatement et sans réserves, comme en Russie en 1917.

C'est que l'interdiction de l'avortement, tout comme les entraves au divorce (ou les discriminations légales fondées sur le sexe et, parfois, la religion ou la race, qui sont aussi des survivances prébourgeoises mais que la bourgeoisie utilise pour diviser les prolétaires) sont à la fois les instruments d'une aggravation de l'oppression du prolétariat et un écran qui cache les causes réelles de cette oppression.

Nous savons bien, et le proclamons dès à présent, qu'aux USA, même l'égalité juridique la plus complète n'affranchira pas le prolétaire noir de l'oppression et de l'exploitation ; mais elle lui montrera que la cause de son esclavage n'est pas la discrimination légale, mais le capitalisme. Nous n'idéalisons nullement le droit à l'avortement, nous disons qu'il ne libérera pas la femme ; mais il lui montrera que la cause de son oppression n'est pas l'absence de « droits », mais le capitalisme.

Nous luttons pour ces droits, dont nous disons avec Lénine qu'ils « n'éliminent pas l'oppression de classe, mais rendent seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée ; c'est ce qu'il nous faut. »

Et, alors que la bourgeoisie utilise la morale, les habitudes, les traditions et les lois prébourgeoises pour accentuer l'oppression du prolétariat, nous devons, nous, utiliser les luttes contre ces chaînes supplémentaires comme des leviers dans la lutte générale contre la bourgeoisie et son Etat.

PROGRAMME COMMUNISTE N° 64

Sommaire :

- L'heure des petits-fils de Staline
- The Historical Path of British Labourism
- Cours de l'impérialisme mondial
- Marx - British Commerce
- Marx - Le commerce britannique
- Sur le fil du temps : Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes
- Les lauriers de la social-démocratie autrichienne : Otto Bauer ou la révolution chez les autres
- The International Communist Party - Some Publications of the I.C.P.

88 pages — Prix : 6 F — Commandes au Prolétaire
(en vente également dans les principaux kiosques)

